

COMMUNIQUE

Les mœurs politiques

Il n'y a pas que les couacs de l'UMP en mal de présidence ou les reculades, qui sont autant de reniements, du Président de la République et de son gouvernement, pour donner aux citoyens français et aux travailleurs, qui sont aussi des électeurs, le sentiment que la caste politique méconnaît complètement que, la plupart de ses membres ayant des mandats délivrés par le suffrage universel, il appartient à chacun d'entre eux de rendre des comptes en permanence à leurs mandants.

Dans le cadre de la concertation pour la refondation de l'Ecole de la République à laquelle les Syndicats e.i.L. ont participé, le SNCA e.i.L. Convergence a adressé des demandes d'audience à Monsieur Daniel ASSOULINE, conseiller en charge de l'Enseignement Professionnel auprès du ministre de l'Education Nationale et à Monsieur François BONNEAU, Président de Région et Vice-Président de l'ARF, spécialiste des questions éducatives. Ces demandes ont été faites il y a plusieurs semaines et aucune réponse, même négative, n'est parvenue à ce jour au siège du SNCA e.i.L. Convergence.

De même, un courrier adressé début novembre à François PEILLON n'a eu pour seule réponse que le passage à l'acte pour réparer un retard dans l'attribution de décharges ; mais pas un mot d'explication ni *a fortiori* un mot d'excuse...

Il y a des limites à l'incivilité comme il y a des limites au mépris.

Le SNCA e.i.L. Convergence, n'en déplaise à beaucoup, est un syndicat qui a été aux élections professionnelles après de longues années d'un ostracisme imposé par la collusion malsaine entre certain haut fonctionnaire et un appareil syndical. Il a eu suffisamment de suffrages pour bénéficier de moyens qu'il met à la disposition de militants, les siens et ceux d'organisations amies.

Il a aussi des élus.

Par ailleurs, le droit d'adhérer au syndicat de son choix n'a pas encore été rayé de la constitution républicaine.

De quel pouvoir supra naturel certains élus et responsables politiques se croient-ils donc investis pour négliger à ce point les droits élémentaires des travailleurs et les convenances ?

Cette caste politique arrogante et mal embouchée est traversée par une propension de plus en plus évidente à faire fi de la démocratie.

Pense-t-elle vraiment que les Français accepteront sans broncher de voir que ceux qu'ils ont désignés les ignorent à ce point ?

Oui, il faut refonder la République, son Ecole, et plus encore !

Oui, il faut refonder les pratiques démocratiques !

Oui, il faut refonder la souveraineté nationale !

Et sans changer de Peuple.

Paris, le 24 novembre 2012